altares

Part of Dun & Bradstreet's
Worldwide Network

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 2ème trimestre 2021

www.altares.com

PANORAMA GÉNÉRAL

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 2ème trimestre 2021

6587 défaillances d'entreprises au 2ème trimestre 2021

- → En hausse de 14,2 % vs. 2ème trim. 2020, les jugements restent inférieurs à 2019
- → 3 procédures sur 4 se concluent sur une liquidation judiciaire directe
- → Les TPE ; le bâtiment ; l'Ile de France et PACA durement affectés

Paris, le 8 juillet 2021 –

Le groupe Altares – expert historique et référent de l'information sur les entreprises, partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, dévoile aujourd'hui les chiffres des défaillances d'entreprises en France pour le 2ème trimestre 2021. .

Avec 6587 procédures collectives ouvertes, en hausse de 14,2 % par rapport au 2e trimestre 2020, le volume des jugements reste deux fois inférieur au niveau d'avant Covid. Outre les liquidations directes qui restent très fréquentes, des signaux de fragilisation émergent notamment pour les TPE, le secteur du bâtiment et les régions Ile de France et PACA, bien plus durement impactés que la moyenne nationale par un rattrapage des défauts.

Les ETI et PME, davantage épargnées qu'au printemps 2020, pourraient quant à elles voir leur reprise contrariée par l'envolée des prix des matières premières, épuisante pour les trésoreries.

Thierry Millon, directeur des études Altares :
« Comme attendu, les mois d'avril et mai 2021 se sont logiquement inscrits en très forte hausse (respectivement +54% et +35%) par rapport aux mêmes mois de 2020. Période alors marquée par le premier confinement et le déclenchement du « quoi qu'il en coûte » gouvernemental.

Juin est quant à lui à la baisse (-17 %) et les audiences sont encore loin d'avoir retrouvé leur rythme d'avant Covid. Mais des signaux sérieux de fragilisation émergent. Le taux des liquidations judiciaires directes (3 sur 4) reste très élevé. Les TPE (+18 %) représentent près de 90 % des défaillances.

En Ile de France, où le nombre de procédures s'envole de 37 %, le taux de liquidations directes dépasse 80 %. Enfin, le secteur de la construction, paralysé pendant plusieurs mois en 2020, concentre plus du quart des jugements (+44 %).»

En hausse de 14,2 % sur trois mois, le nombre de défaillances d'entreprises reste paradoxalement bas.

6 587 entreprises sont tombées en défaillance en France **au cours du 2e trimestre 2021, soit 14,2 % de plus que lors de la même période 2020,** dont un mois et demi couvrait le premier confinement.

A la fin juin 2021, en données lissées sur un an, la tendance reste favorable par rapport à juin 2020 (-28 %). Mais la dynamique de baisse ralentit sérieusement par rapport à fin mars (-40 %).

Le taux de liquidations directes reste très haut mais le nombre d'emplois menacés passe sous le seuil des 20 000.

165 procédures de sauvegardes (+3,1 %) ont été ouvertes au cours du 2e trimestre, pour **1 495 entreprises placées en redressement judiciaire** (+14,7 %) et **4927 liquidations judiciaires directes** (+14,5 %).

Le taux des liquidations directes (75 %) reste très au-dessus de ses valeurs traditionnelles (68 %), confirmant que les entreprises qui se présentent au tribunal sont dans une telle situation de fragilité qu'il n'est plus envisageable de leur proposer d'alternative. Signe également d'une sensibilisation insuffisante des dirigeants à l'existence de démarches de préventions.

Le nombre d'emplois menacés recule très sensiblement et tombe sous le seuil des 20 000, alors qu'il était deux fois supérieur il y a un an.

Rappelons qu'au 2e trimestre 2020, alors que le nombre de jugements était divisé par deux (5766 vs. 12347 au 2e trimestre 2019), le nombre d'emplois menacés passait de 41 000 à plus de 43 000. Phénomène qui s'expliquait par les défaillances de plusieurs grandes enseignes du retail, révélant l'ampleur de la crise à laquelle nos économies se retrouvaient confrontées. L'habillement concentrait plus d'un emploi menacé sur trois.

Un an plus tard, une seule défaillance (hors conciliations) de plus de 1000 salariés est enregistrée (groupe hôtelier Appart'City). Dans ces conditions, chaque entreprise défaillante menace directement en moyenne moins de 3 emplois contre 7,5 au 2e trimestre 2020 et 3,3 au 2e trimestre 2019.

Les plus petites entreprises concentrent près de 9 défaillances sur 10.

Les TPE de moins de 6 salariés rassemblent près de neuf procédures sur dix (89 %). Avec **5850 procédures** ouvertes au 2ème trimestre, les TPE enregistrent une **hausse de 18 % par rapport à la même période de 2020.** Pour autant, nous sommes encore loin des niveaux de 2019 (10 800 au 2ème trimestre 2019).

Les PME de 10 à 19 salariés sont elles aussi sous tension (+2,7 %). En revanche, **le nombre de procédures collectives recule pour toutes les autres tailles d'entreprises. La baisse est particulièrement marquée chez les PME de plus de 50 salariés.** Aucune liquidation judiciaire directe n'a en effet été prononcée pour des sociétés de plus de 100 salariés.

Les activités à destination du consommateur résistent encore.

Au printemps 2020, l'économie était à l'arrêt et les défaillances d'entreprises affichaient des reculs historiques dans tous les secteurs. Un an plus tard, les restrictions sanitaires se sont desserrées mais les aides se réduisent. Dans toutes les activités, si les défaillances restent très en-dessous de leurs valeurs de 2019, elles repartent à la hausse.

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre

(Données arrêtées au 1er juillet de chaque année)

	2017 T2	2018 T2	2019 T2	2020 T2	2021 T2	Evolution T2 2021/T2 2020	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	288	237	209	160	165	**3,1%**	**212**
Redressements Judiciaires	3 913	3 739	3 751	1 303	1 495	**14,7%**	**2 840**
Liquidations judiciaires directes	8 724	8 770	8 387	4 303	4 927	**14,5%**	**7 022**
Total défaillances	**12 925**	**12 746**	**12 347**	**5 766**	**6 587**	**14,2%**	**10 074**
Total Emplois menacés	40 500	39 800	41 000	43 400	19 530	**-55,0**	**36 846**
Emplois menacés par entreprise	3,13	3,12	3,32	7,53	2,96	**-60,7 %**	**4,0**

Dans toutes les activités, si les défaillances restent très en-dessous de leurs valeurs de 2019, elles repartent à la hausse.

BATIMENT

Le bâtiment enregistre la plus lourde augmentation (+37 %). Dans le détail, les tendances sont encore plus marquées pour le gros œuvre (+50 %), notamment en construction de maisons individuelles (+88 %). Les travaux publics contiennent la hausse à +24 % et le second œuvre à +30 % en dépit des mauvais chiffres des travaux d'installation électrique (+66 %) et de peinture et vitrerie (+47 %).

COMMERCE

Le commerce (+10,2 %) présente des évolutions très variables dans les activités de détail. Le commerce de véhicules automobiles accuse une dégradation de +52 % et l'entretien et la réparation de +46 %. La situation est également tendue dans les magasins multi-rayons (+74%) c'est-à-dire dans les surfaces d'alimentation générale ou supermarchés. Les tendances sont encore très favorables pour le bricolage & équipement du foyer (-29 %), le sport & loisirs (-24 %) et mieux encore l'habillement (-31 %). Le commerce de gros (+27%) est plus homogène.

INDUSTRIE - MANUFACTURE

L'industrie contient également la dégradation (+11,1%) sous la moyenne nationale, notamment grâce à l'agroalimentaire (-0,9 %). En manufacture, la fabrication de textile & habillement (-19 %), de bois & matériaux de construction (-18 %) et l'imprimerie (-22 %) restent dans une dynamique de baisse. En revanche, les défaillances d'entreprises augmentent ce trimestre dans les activités énergie-eau-environnement (+26 %), métallurgie & mécanique (+47 %) et davantage encore en réparation & maintenance (+92 %).

SERVICES

Le secteur des services aux entreprises présente une hausse de 21,1% liée aux activités scientifiques et techniques notamment de conseil en communication (+23 %) et d'architecture et ingénierie (+55 %).

Les services aux particuliers enregistrent une baisse très sensible des défaillances (-18,5 %), une performance tirée par les activités de coiffeurs et soins de beauté (-24%).

TRANSPORTS

Le secteur des transports et de la logistique affiche une hausse des défaillances de 29,9%, liée au transport de marchandises (+23%) en particulier en fret interurbain (+49%) tandis que le fret de proximité résiste encore (-3%).

Le transport routier de voyageurs dérape de plus de 54% tendance essentiellement due aux taxis (+81%).

RESTAURATION

Le recul des défaillances est encore très fort en hôtellerie-restauration. 593 procédures ont été ouvertes (-28 %). La tendance est naturellement tenue par la restauration (-27%) en particulier traditionnelle (-33 %). La baisse est encore plus marquée pour les débits de boissons (-44 %).

AGRICULTURE

Le nombre des procédures a plus que doublé (+114,5%) ce 2e trimestre en comparaison du même trimestre 2020. Dans ces conditions, plusieurs activités agricoles retrouvent déjà leurs valeurs de 2019. C'est ainsi le cas des services de soutien à l'exploitation forestière, activités de soutien aux cultures ou l'élevage de volailles

Analyse des défaillances d'entreprises au 2ème trimestre 2021 dans les régions

Les régions Nord Est restent préservées, l'Ile de France et la PACA enregistrent les plus lourdes hausses

Deux régions enregistrent une hausse du nombre de défaillances de plus de 35 %. En tête, l'Ile de France (+37,3%), tirée par les chiffres de Paris. A noter que les Yvelines et le Val de Marne résistent encore.

Suit la Provence-Alpes-Côte-d'Azur (36,9 %), dont l'évolution est alignée sur celle des Bouches-du-Rhône. Le Var contient la hausse mais les Alpes-Maritimes enregistrent une forte dégradation.

Trois régions affichent une évolution comparable, avoisinant + 17 % :

L'Auvergne-Rhône-Alpes en dépit de dégradations plus fortes dans le Rhône et la Haute-Savoie ;

Le Centre Val de Loire où l'Indre-et-Loire et le Loiret basculent dans le rouge ;

Les Pays-de-la-Loire où seule la Sarthe reste dans le vert.

Affichant des volumes moins importants, la Corse enregistre une hausse de 14 %.

La région Grand-Est (+11%) est sous la moyenne nationale, grâce notamment à des niveaux de défaillances stables dans le Bas-Rhin.

Trois régions contiennent l'augmentation des niveaux de défaillances sous les 5 % : Nouvelle Aquitaine, Occitanie et Bourgogne-Franche-Comté.

Trois régions se distinguent par un recul encore très sensible du nombre de procédure sur le 2e trimestre. C'est le cas de la Normandie (-24 %), la Bretagne (-21 %) et les Hauts-de-France (-11 %).

La flambée des prix des matières premières gâchera-t-elle la reprise ?

Thierry Millon conclut :

« A l'entame du 3ème trimestre 2021, le front des défaillances d'entreprises reste donc encore très calme. Depuis le début de l'année moins de 15 000 jugements ont été prononcés par les tribunaux de commerce et judiciaires, contre 17 000 sur les six premiers mois de 2020 et 28 000 sur la même période en 2019. Le troisième trimestre, allégé par les vacations d'été dans les tribunaux, mais aussi favorisé par une conjoncture favorable, ne devrait pas porter le cumul à neuf mois très au-delà des 20 000 défauts.

Sauf retour d'une épidémie persistante, les perfusions financières devraient être débranchées dans les prochaines semaines. Pour autant, cela ne devrait pas déclencher sur les trois derniers mois de l'année une forte poussée des défaillances et un retour au niveau de 2019. En effet, la médiation et le traitement à l'amiable des retards de paiement devraient être encore privilégiés, limitant d'autant le recouvrement forcé et les assignations.

En revanche, la flambée des prix des matières premières crée une inquiétude nouvelle. Faute de pouvoir être aisément répercutées sur les prix de ventes, ces hausses risquent de mettre les trésoreries sous tension, nécessitant parfois de devoir puiser dans les PGE voire de jouer sur le crédit fournisseur et allonger les délais de paiement. Si elles devaient perdurer sévèrement au-delà de l'été, ces hausses pèseraient alors sur les marges et pourraient contrarier sérieusement la reprise voire compromettre la pérennité des PME et ETI fragiles. »

Pour en savoir davantage sur comment Altares peut aider votre entreprise, rendez-vous sur : https://www.altares.com

SOMMAIRE

Les ouvertures de sauvegardes, redressements judiciaires & liquidations judiciaires

en France au 2ème trimestre 2021

1. Statistiques détaillées des défaillances

2ème trimestre 2021

- Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 2ème trimestre sur 5 ans
- **Histogramme** des défaillances sur 5 ans
- Statistiques des défaillances **par tranche d'effectif par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par tranche d'âge par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par activité par nature de procédure**
- Évolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans
- Statistiques des défaillances **par région par nature de procédure**
- Les défaillances d'entreprises **de plus de 15 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 100 salariés** au cours du 2ème trimestre 2021 ,
- Carte d'évolution des défaillances d'entreprises en régions au 2ème trimestre 2021

2. Annexes

- Méthodologie
- Secteurs d'activité analysés

PARTIE 1

Statistiques détaillées des défaillances

2ème trimestre 2021

Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 2ème trimestre sur 5 ans

(Les données 2020 T2 et 2021 T2 non définitives sont arrêtées au 1er juillet de chaque année)

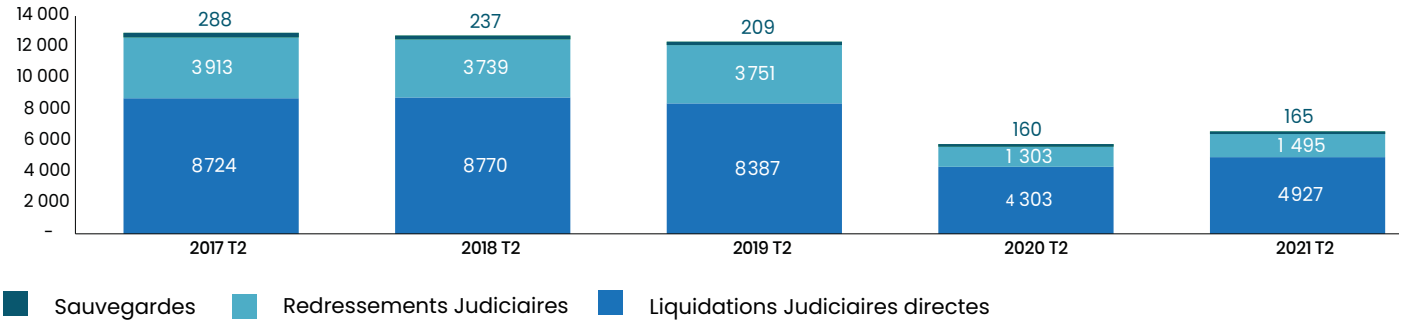
Nombre d'ouvertures	2017 T2	2018 T2	2019 T2	2020 T2	2021 T2	Évolution 2021 T2/2020 T2	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	288	237	209	160	165	**3,1%**	**212**
Redressements Judiciaires	3 913	3 739	3 751	1 303	1 495	**14,7%**	**2 840**
Liquidations Judiciaires directes	8 724	8 770	8 387	4 303	4 927	**14,5%**	**7 022**
Total défaillances	**12925**	**12746**	**12347**	**5766**	**6587**	**14,2%**	**10 074**

Taux par nature de procédure	2017 T2	2018 T2	2019 T2	2020 T2	2021 T2	Évolution 2021 T2/2020 T2	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	2,2%	1,9%	1,7%	2,8%	2,5%	**-0,3%**	**2,1%**
Redressements Judiciaires	30,3%	29,3%	30,4%	22,6%	22,7%	**0,1%**	**28,2%**
Liquidations Judiciaires directes	67,5%	68,8%	67,9%	74,6%	74,8%	**0,2%**	**69,7%**
Taux procédure	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**0,0%**	**100,0%**

Nombre d'emplois menacés	2017 T2	2018 T2	2019 T2	2020 T2	2021 T2	Évolution 2021 T2/2020 T2	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	2 500	2 800	2 600	5 900	2 300	**-61,0%**	**3 220**
Redressements Judiciaires	18 900	16 300	20 900	27 100	6 700	**-75,3%**	**17 980**
Liquidations Judiciaires directes	19 100	20 700	17 500	10 400	10 530	**1,3%**	**15 646**
Total emplois menacés	**40 500**	**39 800**	**41 000**	**43 400**	**19 530**	**-55,0%**	**36 846**

Nombre d'emplois menacés par entreprise	2017 T2	2018 T2	2019 T2	2020 T2	2021 T2	Évolution 2021 T2/2020 T2	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	8,7	11,8	12,4	36,9	13,9	**-62,2%**	**16,7**
Redressements Judiciaires	4,8	4,4	5,6	20,8	4,5	**-78,5%**	**8,0**
Liquidations Judiciaires directes	2,2	2,4	2,1	2,4	2,1	**-11,6%**	**2,2**
Total emplois menacés	**3,1**	**3,1**	**3,3**	**7,5**	**3,0**	**-60,6%**	**4,0**

Histogramme des évolutions de défaillances sur 5 ans



Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

Tranche de salariés	2020 T2				2021 T2				Évolution 2021 T2/ 2020 T2	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	74	847	3 339	**4260**	90	1 058	3 864	**5012**	17,7%	**77,1%**
3 à 5	20	146	516	**682**	34	177	627	**838**	22,9%	**74,8%**
6 à 9	19	94	227	**340**	10	89	218	**317**	-6,8%	**68,8%**
10 à 19	18	91	155	**264**	11	102	158	**271**	2,7%	**58,3%**
20 à 49	11	62	51	**124**	12	53	52	**117**	-5,6%	**44,4%**
50 à 99	6	30	8	**44**	5	10	8	**23**	-47,7%	**34,8%**
100 et plus	12	33	7	**52**	3	6	0	**9**	-82,7%	**0,0%**
Total défaillances	**160**	**1 303**	**4 303**	**5766**	**165**	**1 495**	**4 927**	**6587**	**14,2%**	**74,8%**

Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

Tranche d'âge	2020 T2				2021 T2				Évolution 2021 T2/ 2020 T2	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
moins de 3 ans	24	149	706	**879**	16	107	620	**743**	-15,5%	**83,4%**
3 à 5 ans	29	326	1 217	**1 572**	35	391	1 424	**1850**	17,7%	**77,0%**
6 à 10 ans	41	329	1 018	**1 388**	40	405	1 315	**1760**	26,8%	**74,7%**
11 à 15 ans	17	180	553	**750**	25	217	662	**904**	20,5%	**73,2%**
16 et plus	49	319	809	**1 177**	49	375	906	**1330**	13,0%	**68,1%**
Total défaillances	**160**	**1 303**	**4 303**	**5 766**	**165**	**1 495**	**4 927**	**6587**	**14,2%**	**74,8%**

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure

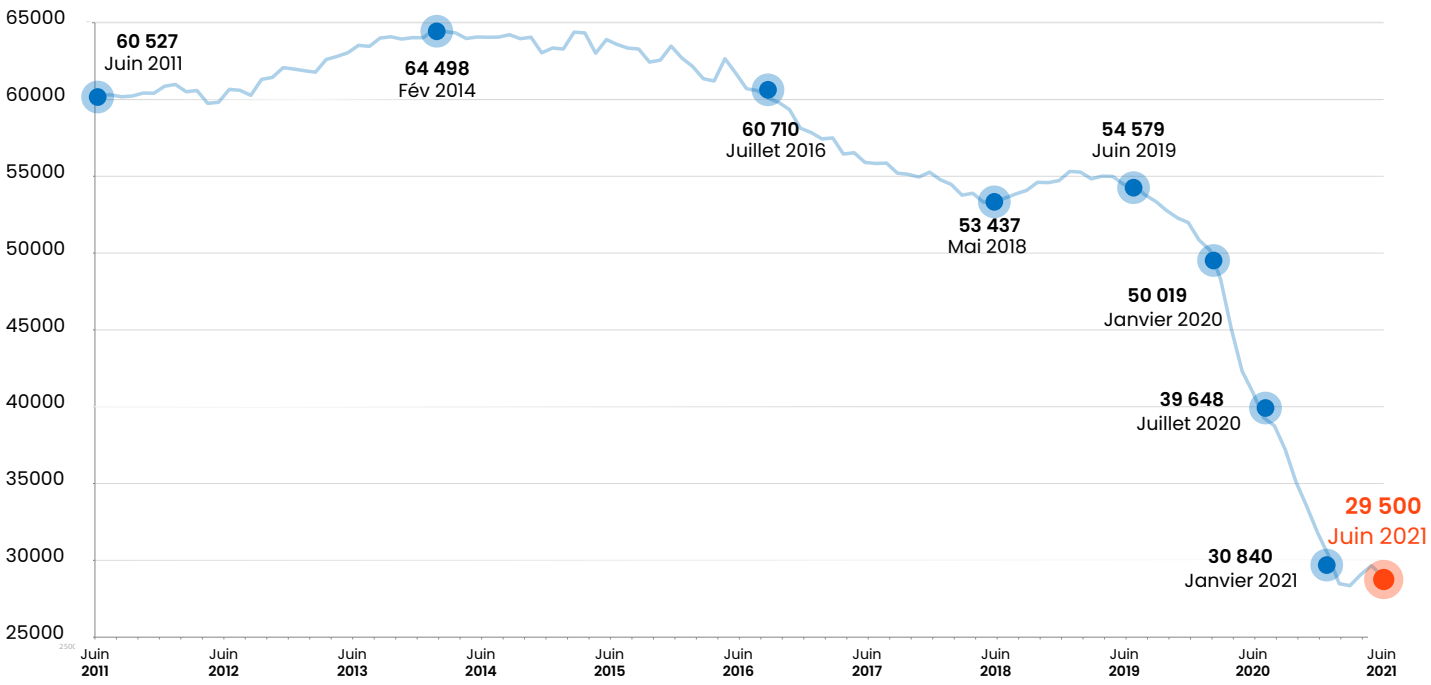
Activité		2020 T2				2021 T2				Évolution 2021 T2 /2020 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
		Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Agriculture		**7**	**53**	**64**	**124**	**8**	**122**	**136**	**266**	**114,5%**	**51,1%**
	Chasse, pêche, forêt		5	19	**24**	3	17	30	**50**	108,3%	**60,0%**
	Culture	3	12	22	**37**	2	41	41	**84**	127,0%	**48,8%**
	Elevage	4	36	23	**63**	3	64	65	**132**	109,5%	**49,2%**
Construction		**21**	**302**	**952**	**1275**	**26**	**448**	**1364**	**1838**	**44,2%**	**74,2%**
Bâtiment	Gros œuvre	2	100	279	**381**	5	151	416	**572**	50,1%	**72,7%**
	Second œuvre	6	120	469	**595**	5	153	616	**774**	30,1%	**79,6%**
	Travaux Publics		18	48	**66**	1	21	60	**82**	24,2%	**73,2%**
Immobilier	Promotion immobilière	1	5	9	**15**	0	18	28	**46**	206,7%	**60,9%**
	Agences immobilières	1	8	47	**56**	3	16	72	**91**	62,5%	**79,1%**
	Autres activités immobilières	11	51	100	**162**	12	89	172	**273**	68,5%	**63,0%**
Commerce		**48**	**235**	**1006**	**1289**	**39**	**263**	**1118**	**1420**	**10,2%**	**78,7%**
Commerce & réparation véhicules	Commerce & réparation véhicules	3	33	169	**205**	8	59	244	**311**	51,7%	**78,5%**
Commerce de détail	Magasins multi-rayons	1	11	49	**61**	5	14	87	**106**	73,8%	**82,1%**
	Détail alimentaire	4	23	106	**133**	1	37	101	**139**	4,5%	**72,7%**
	Bricolage & équipement du foyer	14	21	77	**112**	1	13	66	**80**	-28,6%	**82,5%**
	Sport & loisirs	1	10	48	**59**	2	4	39	**45**	-23,7%	**86,7%**
	Commerce d'habillement	5	39	110	**154**	0	12	94	**106**	-31,2%	**88,7%**
	Soin de la personne & optique	2	10	36	**48**	5	12	36	**53**	10,4%	**67,9%**
	Vente hors magasin	1	17	102	**120**	7	21	109	**137**	14,2%	**79,6%**
	Carburants & combustibles	1	2	6	**9**	0	1	7	**8**	-11,1%	**87,5%**
	Autres commerces de détail	4	15	105	**124**	2	17	79	**98**	-21,0%	**80,6%**
Commerce Interentreprises	Centrales d'achat	2	9	25	**36**	0	13	43	**56**	55,6%	**76,8%**
	Alimentaire		5	32	**37**	2	11	42	**55**	48,6%	**76,4%**
	Textile, habillement	2	6	12	**20**	2	2	19	**23**	15,0%	**82,6%**
	Biens domestiques	5	7	32	**44**	1	9	32	**42**	-4,5%	**76,2%**
	Equipements informatiques & électroniques	1	2	9	**12**	0	4	12	**16**	33,3%	**75,0%**
	Machines & équipements	1	9	31	**41**	1	12	40	**53**	29,3%	**75,5%**
	Matériaux de construction, sanitaire…		5	27	**32**	1	9	25	**35**	9,4%	**71,4%**
	Autre commerce interentreprises	1	11	30	**42**	1	13	43	**57**	35,7%	**75,4%**
Industrie		**19**	**124**	**246**	**389**	**17**	**134**	**281**	**432**	**11,1%**	**65,0%**
Industrie agroalimentaire	Industrie alimentaire	2	27	86	**115**	4	31	79	**114**	-0,9%	**69,3%**
	Dont Pdts de boulangerie-pâtisserie et pâtes	*1*	*22*	*73*	*96*	*1*	*24*	*60*	*85*	*-11,5%*	*70,6%*
Industrie manufacturière	Textile, habillement, cuir	5	11	27	**43**	2	8	25	**35**	-18,6%	**71,4%**
	Bois, matériaux de construction	1	14	13	**28**	0	6	17	**23**	-17,9%	**73,9%**
	Imprimerie		10	22	**32**	2	9	14	**25**	-21,9%	**56,0%**
	Métallurgie, mécanique		19	23	**42**	1	28	33	**62**	47,6%	**53,2%**
	Energie, Eau, Environnement	1	6	12	**19**	1	6	17	**24**	26,3%	**137,5%**
	Réparation, maintenance	2	7	17	**26**	1	16	33	**50**	92,3%	**126,0%**
	Autre industrie manufacturière	8	30	46	**84**	6	30	63	**99**	17,9%	**63,6%**

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure (suite)

Activité		2020 T2 Sauv.	RJ	LJ	Total	2021 T2 Sauv.	RJ	LJ	Total	Évolution 2021 T2 /2020 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
Information & communication		**1**	**42**	**119**	**162**	**5**	**30**	**159**	**194**	**19,8%**	**82,0%**
	Services informatiques & édition de logiciels	1	26	77	**104**	4	25	121	**150**	44,2%	**80,7%**
	Autres activités information & communication		16	42	**58**	1	5	38	**44**	-24,1%	**86,4%**
Transport & logistique		**3**	**42**	**149**	**194**	**3**	**53**	**196**	**252**	**29,9%**	**77,8%**
	Transport routier de marchandises	1	17	90	**108**	3	29	101	**133**	23,1%	**75,9%**
	Autres activités de transport	1	11	17	**29**	0	9	22	**31**	6,9%	**71,0%**
	Transport routier de voyageurs	1	14	42	**57**	0	15	73	**88**	54,4%	**83,0%**
Activités d'assurance et financières		**6**	**16**	**32**	**54**	**2**	**13**	**51**	**66**	**22,2%**	**77,3%**
	Activités financières	6	10	24	**40**	2	9	39	**50**	25,0%	**78,0%**
	Activités d'assurance		6	8	**14**	0	4	12	**16**	14,3%	**75,0%**
Services aux entreprises		**28**	**182**	**577**	**787**	**34**	**179**	**740**	**953**	**21,1%**	**77,6%**
Activités scientifiques et techniques	Autres services spécialisés	6	31	101	**138**	3	34	133	**170**	23,2%	**78,2%**
	Conseil en communication et gestion	1	24	109	**134**	7	15	143	**165**	23,1%	**86,7%**
	Services d'architecture et d'ingénierie	1	20	73	**94**	1	21	124	**146**	55,3%	**84,9%**
Services administratifs aux entreprises	Activités de holding ou des sièges sociaux	15	43	77	**135**	15	27	88	**130**	-3,7%	**67,7%**
	Autres services administratifs aux entreprises	5	31	127	**163**	7	51	132	**190**	16,6%	**69,5%**
	Sécurité		17	43	**60**	0	7	51	**58**	-3,3%	**87,9%**
	Nettoyage de bâtiments		16	47	**63**	1	24	69	**94**	49,2%	**73,4%**
Services aux particuliers		**4**	**38**	**255**	**297**	**1**	**42**	**199**	**242**	**-18,5%**	**82,2%**
	Activités de réparation		6	19	**25**	0	4	18	**22**	-12,0%	**81,8%**
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels		24	189	**213**	0	26	135	**161**	-24,4%	**83,9%**
	Autres services à la personne	4	8	47	**59**	1	12	46	**59**	0,0%	**78,0%**
Hébergement, restauration, débits de boissons		**16**	**171**	**638**	**825**	**16**	**133**	**444**	**593**	**-28,1%**	**74,9%**
	Hébergement	3	11	42	**56**	3	20	34	**57**	1,8%	**59,6%**
	Restauration	13	132	489	**634**	12	98	350	**460**	-27,4%	**76,1%**
	Dont Restauration traditionnelle	*9*	*75*	*282*	***366***	*6*	*51*	*188*	***245***	*-33,1%*	***76,7%***
	Dont Restauration rapide	*3*	*53*	*180*	***236***	*4*	*40*	*143*	***187***	*-20,8%*	***76,5%***
	Débits de boissons		28	107	**135**	1	15	60	**76**	-43,7%	**78,9%**
Autres activités		**7**	**98**	**265**	**370**	**14**	**78**	**239**	**331**	**-10,5%**	**72,2%**
	Santé humaine & action sociale	1	43	44	**88**	1	26	44	**71**	-19,3%	**62,0%**
	Activités récréatives	2	20	84	**106**	9	25	79	**113**	6,6%	**69,9%**
	Enseignement	4	24	106	134	4	19	80	**103**	-23,1%	77,7%
	Autres activités		11	31	**42**		8	36	**44**	4,8%	81,8%
Total défaillances		160	1 303	4 303	**5 766**	165	1 495	4927	**6 587**	**14,2%**	**74,8%**

Évolution du nombre de défaillances d'entreprises en France sur 10 ans

(Données 12 mois glissants - juin 2011 à juin 2021)



Êtes-vous certains que vos partenaires commerciaux ont les moyens de vous payer ?

intuiz+
by altares

Avec intuiz+, vérifiez la solvabilité de vos clients, prospects ou fournisseurs et protégez votre entreprise des risques de factures impayées.

Prenez vos décisions en toute confiance et développez votre activité sereinement.

En savoir plus

DATA altares

dun & bradstreet
WORLDWIDE NETWORK

Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

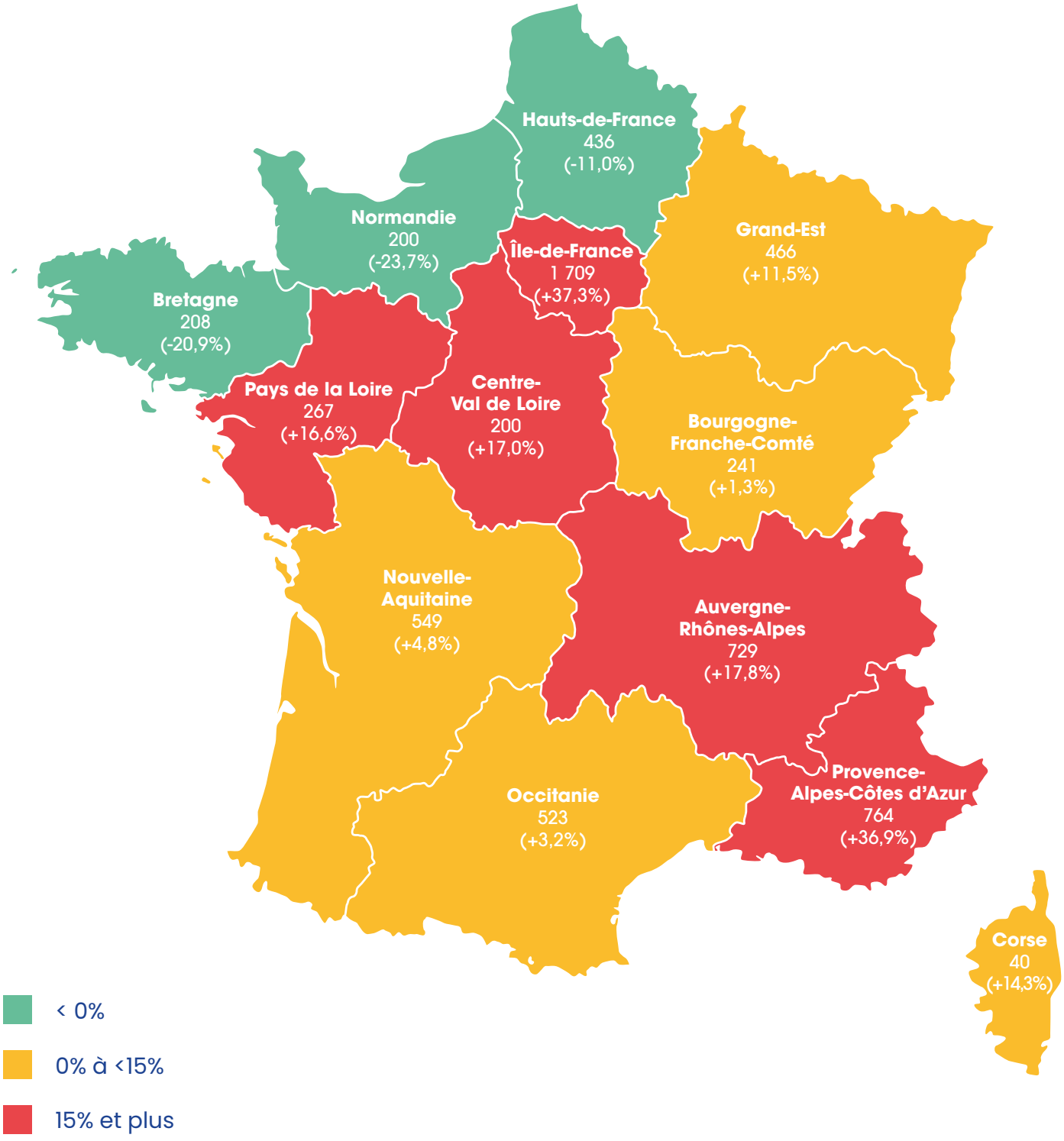
Régions	2020 T2				2021 T2				Évolution 2021 T2 / 2020 T2	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AUVERGNE RHONE-ALPES	20	119	480	**619**	32	146	551	**729**	17,8%	75,6%
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	7	59	172	**238**	6	60	175	**241**	1,3%	72,6%
BRETAGNE	9	46	208	**263**	6	42	160	**208**	-20,9%	76,9%
CENTRE VAL DE LOIRE	7	38	126	**171**	4	48	148	**200**	17,0%	74,0%
CORSE	2	10	23	**35**		16	24	**40**	14,3%	60,0%
GRAND EST	13	75	330	**418**	13	115	338	**466**	11,5%	72,5%
HAUTS DE France	6	126	358	**490**	13	84	339	**436**	-11,0%	77,8%
ILE DE FRANCE	22	241	982	**1 245**	20	254	1 435	**1709**	37,3%	84,0%
NORMANDIE	6	51	205	**262**	5	37	158	**200**	-23,7%	79,0%
NOUVELLE AQUITAINE	23	129	372	**524**	17	131	401	**549**	4,8%	73,0%
OCCITANIE	10	148	349	**507**	11	123	389	**523**	3,2%	74,4%
PAYS DE LA LOIRE	13	48	168	**229**	10	59	198	**267**	16,6%	74,2%
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	16	134	408	**558**	16	284	464	**764**	36,9%	60,7%
OUTRE-MER, ETRANGER, NON CONNU	6	79	122	**207**	12	96	147	**255**	23,2%	57,6%
Total défaillances	**160**	**1 303**	**4 303**	**5 766**	**165**	**1 495**	**4 927**	**6587**	**14,2%**	**74,8%**

Les défaillances d'entreprises de plus de 15 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 100 salariés au 2ème trimestre 2021

(données non consolidées, dernier bilan disponible au moment de la défaillance)

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE BILAN PUBLIE	PROCEDURE OUVERTE	MOIS PROCEDURE
CIEL VOYAGE SAS	location et sous-location de matériel de transport aérien	7735Z	75	**0**	228,1	2019	Redressement judiciaire	juin
APPART'CITY	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	5520Z	34	**1084**	186,9	2019	Procédure de sauvegarde	Avril
CIEL VOYAGE 2	Location d'aéronefs et/ou de moteurs dans le secteur aéronautique	7735Z	75	**0**	153,8	2019	Redressement judiciaire	juin
INTEGRATED AERO NETWORK	Location d'aéronefs et/ou de moteurs dans le secteur aéronautique	7735Z	75	**0**	78,9	2019	Redressement judiciaire	juin
CIEL LEASING 2	Location d'aéronefs et/ou de moteurs dans le secteur aéronautique	7735Z	75	**0**	55,6	2019	Procédure de sauvegarde	juin
EGETRA ETUDES GESTION TRANSIT	Affrètement et organisation des transports	5229B	75	**172**	47,0	2019	Redressement judiciaire	juin
ALVANCE ALUMINIUM POITOU	Fonderie de métaux légers	2453Z	86	**279**	34,9	2020	Redressement judiciaire	Avril
DEVEAUX SAS	Tissage	1320Z	69	**102**	32,1	2019	Procédure de sauvegarde Fin de la procédure	Avril Juin
ALVANCE ALUMINIUM WHEELS	Conception et production de jantes en aluminium pour l'industrie automobile	2453Z	36	**286**	30,0	2020	Redressement judiciaire	Avril
MARKETING 95	Fabrication, vente produits minéraux, sidérurgiques, travaux de bâtiment	2410Z	94	**48**	27,1	2015	Liquidation judiciaire	Mai
ALVANCE FOUNDRY POITOU	Fonderie de fonte	2451Z	86	**303**	23,7	2020	Redressement judiciaire	Avril
TELMA	Fabrication d'équipements automobiles, freinage	2932Z	95	**105**	23,6	2019	Procédure de sauvegarde	juin
L2V ASCENSEURS	Autres travaux d'installation n.c.a.	4329B	94	**49**	22,0	2019	Redressement judiciaire	juin
NICE ECO STADIUM	Gestion de l'enceinte sportive Allianz Riviera	9311Z	06	**13**	20,8	2019	Procédure de sauvegarde	Mai
SOLECO SOLUTION ECO ENERGIE	Solutions énergétiques	4778C	93	**22**	20,3	2019	Liquidation judiciaire	Mai
VILHET FRUIT	Commerce interentreprises de fruits et légumes	4631Z	13	**35**	15,7	2017	Redressement judiciaire	Avril
COMPAGNIE DE CONSTRUCTION	Construction de maisons individuelles	4120A	69	**45**	15,7	2018	Redressement judiciaire	Mai
PPL	Messagerie, fret express	5229A	94	**138**	5,2	2019	Redressement judiciaire	juin
TOGETHER INDUSTRY FRANCE	Sous-traitant aéronautique spécialisé dans l'assemblage d'aérostructures	3030Z	51	**109**			Redressement judiciaire	juin

Carte d'évolution des défaillances par région au 2ème trimestre 2021



ANNEXES

Note méthodologique

Définition de la défaillance

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal Judiciaire (Ex Tribunal de Grande Instance ou Tribunal d'Instance). Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation).

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois, avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République), soit au total 18 mois.
Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

Statistiques de défaillances

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé, permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargées dans la base de données
Altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

Les sources des procédures collectées par Altares

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) est enregistré.

Données en date de jugement

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication.

Nomenclature d'activités

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 2ème janvier 2008. (Voir en annexe la distribution des secteurs d'activité et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

A retenir : des sources privées Altares peuvent pallier l'absence de documents comptables.

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 et 6391 ET 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
Autres services à la personne	9601B ET 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSON	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débits de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter pour recevoir nos prochaines études

Je m'inscris

altares

dun & bradstreet
WORLDWIDE NETWORK

dun & bradstreet
WORLDWIDE NETWORK

L'analyse trimestrielle

A propos d'Altares

Expert de l'information sur les entreprises, Altares collecte, structure, analyse et enrichit les données BtoB afin de les rendre « intelligentes » et faciliter la prise de décision pour les directions générales et opérationnelles des entreprises. Le groupe propose son expertise sur toute la chaine de valeur de la data.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, Altares se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI, PME et organisations publiques, en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données **sur plus de 400 millions d'entreprises dans 220 pays.**

Altares propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles liés aux échanges économiques :

- **les défaillances d'entreprises en France**, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 2ème janvier 2006
- **les retards de paiement en Europe.**

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.

altares

Altares

52/58 avenue Jean Jaurès
92700 Colombes
contact@altares.com
Tél : 01 41 37 50 00

Directeur des études

Thierry Millon
Thierry.Millon@altares.com
Tel : 04 72 65 15 51

Relations presse

Urielle Dutartre
urielle.dutartre@coriolink.com
06 62 82 71 62

Candice Piekacz
candice.piekacz@coriolink.com
06 71 38 53 15

altares

Part of Dun & Bradstreet's
Worldwide Network

www.altares.com

Altares-D&B,
Campus Equilibre, Immeuble Le Yard, 52/58 av Jean Jaurès, 92700 Colombes | Tél. : 01 41 37 50 00 |
SAS au capital de 2.404.714,02 € | RCS Nanterre B 572 014 199 | SIREN 572014199 |
TVA FR 89 572 014 199 NAF 7022Z | D-U-N-S® Number 27-545-4064 | Email : contact@altares.com | www.altares.com